

L'an deux mil treize, le quatorze janvier, à vingt heure trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

**Étaient présents :**

Mme Michelle COURNARIE, M. Philippe MÉREAU, M. Yves BANDEVILLE, Mme Georgette BARRAULT, Mme Raymonde VEQUAUD, Mme Michèle GRATADE, Mme Michèle VILLATTE, M. Joël ANTIER, M. Fabrice DAVOIGNEAU, Jean-Claude DUPAS, M. Jérôme TARNIER, Mme Monique GUÉRY.

**Absents excusés :** Mme Marie-Claire BOUIN (pouvoir à Michèle VILLATTE).

**Absents :** Mme Estelle PATOZ, Mme Dominique MACE, M. Frédéric DUPUIS, M. Olivier PIQUEUX.

Madame Michelle COURNARIE est élue secrétaire.

Madame le maire a une pensée chargée d'émotion, de tristesse et de désarroi pour les victimes de ce drame qui s'est passé à Ciran samedi dernier. Mathis et Enola Gault habitaient Beaulieu avec leur maman. Elle demande une minute de silence, aux noms de tous les bellilociens, pour s'associer à la terrible douleur de la famille et de ses proches.

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que Monsieur BEAUSSIER a donné sa démission du Conseil Municipal par courrier reçu le 7 janvier 2013. Cette démission est effective à compter du 7 janvier 2013. Elle remercie M. Beaussier, qui a déménagé hors de la commune, de sa participation au conseil municipal.

**DCM 2013-0001. VENTE DE LA MAISON 27 RUE BRULÉE.**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que, lors de sa séance du 17 décembre 2012, il a décidé de vendre la maison située 27 rue Brûlée à Beaulieu-lès-Loches au prix de 120.000 € net vendeur. Il a également dit que ce prix serait indiqué à l'acquéreur potentiel qui a fait une offre d'achat à 110 000 € par l'intermédiaire de Maître Ruhl et qu'il acceptait de vendre la maison à cet acquéreur si ce dernier accepte le prix de 120.000 € net vendeur.

Entre temps, la mairie a reçu le 22 décembre 2012 (soit avant acceptation de la contre-proposition susvisée par le potentiel acquéreur), par l'intermédiaire de l'agence Avis de Loches, une offre de prix d'achat pour cette maison, au prix du mandat de vente, soit 130.000 € net vendeur.

La mairie a reçu le samedi 12 janvier 2013 de maître Ruhl un mail l'informant que son client acceptait de payer le prix de 130 000 €.

Aussi Madame le Maire propose d'accepter la première offre de prix d'achat à 130 000 € net vendeur, émise le 22 décembre et présentée par l'agence Avis (acquéreur M. Viano).

Monsieur Philippe Méreau propose de passer au vote à bulletin secret pour déterminer l'offre retenue.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à bulletin secret : 9 voix pour, 2 voix contre, 3 abstentions:

- Accepte l'offre de prix d'achat, de M. Viano par l'intermédiaire de l'agence Avis, de 130.000 €, prix du mandat de vente
- Donne tous pouvoirs à madame le maire, avec faculté de déléguer, à l'effet de régulariser le compromis de vente au profit de M. Antoine VIANO, acquéreur au prix du mandat de vente, ainsi que la vente définitive, au prix de 130.000 € net vendeur.
- Charge Maîtres Anglada et Louault de la régularisation du dossier, de demander les pièces préalables et de rédiger d'acte de vente.

### **DCM 2013-0002. CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION "LES PETITS JARDINS DE BEAULIEU".**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il avait été signé le 15 mars 2010, pour une durée de 3 ans maximum, à titre gracieux, une convention d'occupation du terrain communal des Viantaises, cadastré section AC n° 494 et 244 avec l'association "Les Petits Jardins de Beaulieu". Le projet de l'association était de créer un jardin partagé. Cette convention viendra à expiration le 14 mars 2013. Madame le Maire propose au Conseil Municipal de signer une nouvelle convention avec l'association.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, l'unanimité :

- Donne son accord pour signer une convention d'occupation pour usage de jardin partagé, du terrain communal des Viantaises, cadastré section AC n° 494 et 244, avec l'association "Les Petits Jardins de Beaulieu" pour une durée de 3 ans à compter du 15 mars 2013, à titre gracieux.
- Autorise Madame le Maire à signer les documents nécessaires la poursuite de ce dossier.

### **DCM 2013-0003. TABLEAU DES EMPLOIS ET CRÉATION DE DEUX POSTES.**

Mme le Maire informe le Conseil Municipal que deux agents ont la possibilité d'avancement de grade. La commission de personnel propose que:

- un adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe, échelle 3, 10<sup>ème</sup> échelon, devienne adjoint technique de 1<sup>ère</sup> classe, échelle 4, 9<sup>ème</sup> échelon, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013.
- un agent spécialisé des écoles maternelles de 2<sup>ème</sup> classe, échelle 5, 10<sup>ème</sup> échelon devienne agent spécialisé des écoles maternelles de 1<sup>ère</sup> classe, échelle 6, 6<sup>ème</sup> échelon, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2013.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, l'unanimité :

- Décide de créer un poste de d'adjoint technique de 1<sup>ère</sup> classe et de fermer un poste d'adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe
- Décide de créer un poste d'agent spécialisé des écoles maternelles de 1<sup>ère</sup> classe et de supprimer un poste d'agent spécialisé des écoles maternelles de 2<sup>ème</sup> classe.
- Décide de garder le poste de rédacteur au tableau des emplois.
- Accepte le tableau des emplois ci-annexé (annexe 1).
- Autorise Madame le Maire à signer les documents nécessaires la poursuite de ce dossier.

### **DCM 2013-0004. ARRÊT DE L'AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE.**

- Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques,
- Vu le décret N°84-304 du 25 avril 1984 et son article 4 notamment,
- Vu la loi N°93-24 du 8 janvier 1993 relative à la protection et la mise en valeur du paysage,
- Vu le Code du patrimoine et notamment l'article 642.1 et suivants,
- Vu l'article 28 de la loi N° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,
- Vu le décret 2011-1903 du 19 décembre 2011, relatifs aux aires de mises en valeur de l'architecture et du patrimoine,
- Vu l'avis favorable de la Commission locale AVAP (CLAVAP) en date du 31 décembre 2012,
- Considérant le rapport dressant le Bilan de la concertation,
- Considérant le projet de l'AVAP daté du 14 janvier 2013 joint à la délibération et notamment le rapport de présentation, le règlement et les pièces graphiques,
- Considérant sa compatibilité avec le POS de Beaulieu-lès-Loches,

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il a décidé, par délibérations n° 2011-95 du 7 novembre 2011, n° 2012-0015 du 19 mars 2012 et n° 2012-0065 du 3 septembre 2012, la mise à l'étude de l'AVAP (Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine) et la mise en place de la Commission Locale (CLAVAP).

L'AVAP est une servitude d'utilité publique annexée au POS ou au PLU, et qui s'impose au POS ou au PLU. Le diagnostic est un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental, portant à la fois sur le patrimoine et sur l'environnement au regard du respect des principes du développement durable. Le règlement (écrit et graphique) contient des règles relatives à l'intégration architecturale et à l'insertion paysagère des constructions, ouvrages, installations ou travaux visant tant à l'exploitation des énergies renouvelables ou économies d'énergie, qu'à la prise en compte d'objectifs environnementaux.

Selon les dispositions prévues à l'article L 142-5 du Code du patrimoine, la Commune a constitué une commission locale (instance consultative chargée d'assurer le suivi de la conception et de la mise en œuvre des règles applicables à l'AVAP).

Avant d'appeler le Conseil Municipal à statuer sur le projet d'AVAP arrêté à l'appui, notamment, du rapport de présentation, du règlement et des documents graphiques, Madame le Maire rappelle le souci constant d'associer l'ensemble des acteurs du projet de l'AVAP :

- En travaillant avec le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (STAP),
- En créant et réunissant la commission CLAVAP,
- En informant l'ensemble du Conseil Municipal et la population (réunions publiques du 21 octobre 2009, et du 15 juin 2010, annonces par voie de presse : la Nouvelle République des 17 octobre 2009, 9 et 18 juin 2010, la Renaissance Lochoise des 28 octobre 2009 et 9 juin 2010, parutions dans le journal municipal l'Echo Bellilocien n° 0, 1, 2, 4, 5, 6, 9, 10, 16, et sur le site internet de la Commune).
- Par la mise à disposition du dossier et l'ouverture d'un registre de concertation du public, en continu depuis la tenue de la première réunion publique.

Le dossier d'AVAP a reçu un avis favorable de la CLAVAP.

En conclusion Madame le Maire propose au conseil Municipal d'arrêter le projet d'AVAP.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, l'unanimité :

- Approuve le bilan de la concertation menée dans le cadre de l'élaboration de l'AVAP,
- Arrête le projet de l'AVAP tel qu'il est annexé à la présente délibération,
- Mandate Madame le Maire pour l'accomplissement des différents actes de procédures prévus par le Code du Patrimoine et le décret du 19 décembre 2011, notamment les articles D 642-7 à D 642-10 (consultation puis enquête publique),
- Rappelle que le projet arrêté sera transmis pour avis aux personnes visées à l'article L 123-16 du code de l'urbanisme pour examen. Le silence gardé pendant deux mois par les personnes publiques consultées pour examen conjoint sur le projet de l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine, vaudra avis favorable,
- Sollicite l'avis de la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS), conformément à l'article L 642-3 du Code du patrimoine.

#### **DCM 2013-0005. ACCUEIL PÉRISCOLAIRE, DEMANDE DE SUBVENTIONS (DETR, ...).**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il avait décidé lors de sa séance du 3 septembre 2012 par délibération n° 2012-0059 le principe de reconstruction du bâtiment de l'accueil périscolaire. Par délibération n° 2012-066 du 1<sup>er</sup> octobre 2012, le conseil Municipal a choisi Monsieur Dominique MAES comme maître d'œuvre.

Suite à différentes réunions et à partir du chiffrage du projet établi par l'architecte, le financement du projet pourrait être le suivant :

DESIGNATION	DEPENSES HT	DEPENSES TTC	Taux / HT	RECETTES HT	RECETTES TTC
Travaux d'aménagement	215 121,81 €	257 285,68 €			
Honoraires archi.	18 285,35 €	21 869,28 €			
SPS	6 453,65 €	7 718,57 €			
Frais divers, publications, ...	6 453,65 €	7 718,57 €			
Mobilier	10 000,00 €	11 960,00 €			
Total	256 314,47 €	306 552,11 €			
CAF			21,2%	54 300,00 €	54 300,00 €
DETR			21,1%	54 000,00 €	54 000,00 €
Commune			57,7%	148 014,47 €	198 252,11 €
Total				<b>256 314,47 €</b>	<b>306 552,11 €</b>
FCTVA 15,48 %	15,48%				47 454,27 €
<b>Solde à la charge de la commune</b>					<b>150 797,84 €</b>

Madame le Maire explique que la DETR est calculée au taux de 30% d'un montant plafonné à 180 K€. Le plan de financement comprend donc 54 K€ de DETR, soit 21,1% du montant total des travaux HT.

Madame le Maire précise au Conseil Municipal que, suite à la demande de subvention auprès de la CAF d'Indre-et-Loire, il a été attribué à la Commune une subvention de 54.300 € et un emprunt à taux zéro du même montant pour financer cette opération.

Madame le Maire propose de solliciter une Dotation d'Equipeement des Territoires Ruraux (DETR) auprès de la préfecture.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Sollicite une dotation d'Equipeement des Territoire Ruraux (DETR) selon le plan de financement ci-dessus.
- Sollicite le déplaçonnement, voire une bonification du taux de financement étant donné le choix de la commune de réaliser un bâtiment éco-construit, en matériaux biosourcés.
- Autorise Madame le Maire à signer les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

#### **DCM 2013-0006. TICKETS FORFAIT MENSUEL ESPACE PUBLIC NUMÉRIQUE.**

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de sa séance du 3 octobre 2011, il a décidé de créer une régie pour la bibliothèque et l'espace public numérique. Il a été institué des tickets numérotés pour le paiement du tarif par jour soit 1 et 2 €, l'abonnement mensuel de 10 € étant enregistré sur le journal des quittances. Afin de simplifier les opérations, il serait plus judicieux de donner un ticket pour toutes les opérations.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, l'unanimité:

- décide de créer des tickets numérotés pour le paiement de l'abonnement mensuel de 10 € pour l'espace public numérique.
- Autorise Madame le Maire à signer les documents nécessaires à la poursuite de ce dossier.

- Accepte la Commission de Procédure Adaptée suivante:
  - Sophie MÉTADIER, titulaire Suppléante Raymonde VÉQUAUD.
  - Yves BANDEVILLE, titulaire Suppléante Georgette BARRAULT.
  - Monique GUERY, titulaire Suppléante Michelle COURNARIE.
  - Jean-Claude DUPAS, titulaire Suppléant Philippe MÉREAU.

**DCM2013-0009. REPRÉSENTATION AU SYNDICAT CAVITÉS 37 - REMPLACEMENT DE M. PASCAL BEAUSSIER.**

Suite à la démission du conseil municipal de M. Pascal Beaussier à partir 7 janvier 2013, il est nécessaire de le remplacer comme suppléant de madame le Maire au syndicat intercommunal Cavités 37.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, l'unanimité :

- Nomme Monsieur Yves BANDEVILLE pour la représentation au syndicat Cavités 37 en qualité de suppléant de Madame le Maire.

Prochain Conseil Municipal le lundi 11 février à 20h30

Fin du Conseil à 21H15

La Secrétaire,

**Michelle Cournarie.**

## ANNEXE 1 – TABLEAU DES EMPLOIS

GRADE	TEMPS DE TRAVAIL	POSTE POURVU	POSTE NON POURVU
SECRÉTAIRE DE MAIRIE-ATTACHÉ	35/35	1	0
RÉDACTEUR	35/35	0	1
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL de 1 <sup>ère</sup> CLASSE	35/35	1	0
ADJOINT ADMINISTRATIF de 1 <sup>ère</sup> CLASSE	35/35	1	0
ADJOINT ADMINISTRATIF de 2 <sup>ème</sup> CLASSE	35/35	1	0
ATSEM PRINCIPAL de 1 <sup>ère</sup> CLASSE	35/35	1	0
AGENT DE MAÎTRISE	35/35	1	0
ADJOINT TECHNIQUE de 2 <sup>ème</sup> CLASSE	35/35	4	1
ADJOINT TECHNIQUE de 1 <sup>ère</sup> CLASSE FAISANT FONCTION D'ATSEM	35/35	1	0
GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE	35/35	1	0